

Quelle Europe voulons-nous ? Ce que nous a dit Benoît XVI

Article rédigé par S.S. Benoît XVI, le 05 juin 2009

À la veille des élections européennes, rappelons-nous ce que le pape nous dit à propos de l'Europe et du service de son pays. Aux Français, Benoît XVI a montré le lien entre la grandeur de l'Europe et les droits inaliénables de la personne humaine . Aux évêques à Lourdes, il a parlé de sa conviction que les nations ne doivent jamais accepter de voir disparaître ce qui fait leur identité propre . Auparavant, c'est aux évêques européens, qu'il avait parlé d' apostasie quand l'Europe se renie elle-même en niant les valeurs universelles .

L'Europe et les droits inaliénables de la personne humaine

Palais de l'Élysée, 12 septembre 2008

L'exercice de la Présidence de l'Union européenne est l'occasion pour votre pays de témoigner de l'attachement de la France aux droits de l'homme et à leur promotion pour le bien de l'individu et de la société. Lorsque l'Européen verra et expérimentera personnellement que les droits inaliénables de la personne humaine, depuis sa conception jusqu'à sa mort naturelle, ainsi que ceux relatifs à son éducation libre, à sa vie familiale, à son travail, sans oublier naturellement ses droits religieux, lorsque donc cet Européen saisira que ces droits, qui constituent un tout indissociable, sont promus et respectés, alors il comprendra pleinement la grandeur de la construction de l'Union et en deviendra un artisan actif.

La charge qui vous incombe, Monsieur le Président, n'est pas facile. Les temps sont incertains, et c'est une entreprise ardue de trouver la bonne voie parmi les méandres du quotidien social et économique, national et international. En particulier, devant le danger de l'émergence d'anciennes méfiances, de tensions et d'oppositions entre les nations, dont nous sommes aujourd'hui les témoins préoccupés, la France, historiquement sensible à la réconciliation des peuples, est appelée à aider l'Europe à construire la paix dans ses frontières et dans le monde entier.

À cet égard, il est important de promouvoir une unité qui ne peut pas et ne veut pas être une uniformité, mais qui est capable de garantir le respect des différences nationales et des diverses traditions culturelles qui constituent une richesse dans la symphonie européenne, en rappelant d'autre part que l'identité nationale elle-même ne se réalise que dans l'ouverture aux autres peuples et à travers la solidarité envers eux (Exhortation apostolique *Ecclesia in Europa*, n. 112). J'exprime ma confiance que votre pays contribuera toujours plus à faire progresser ce siècle vers la sérénité, l'harmonie et la paix.

Servir l'identité de la nation

Lourdes, 14 septembre 2008

À l'Élysée, j'ai évoqué l'autre jour l'originalité de la situation française que le Saint-Siège désire respecter. Je suis convaincu, en effet, que les nations ne doivent jamais accepter de voir disparaître ce qui fait leur identité propre. Dans une famille, les différents membres ont beau avoir le même père et la même mère, ils ne sont pas des individus indifférenciés, mais bien des personnes avec leur propre singularité. Il en va de même pour les pays, qui doivent veiller à préserver et développer leur culture propre, sans jamais la laisser absorber par d'autres ou se noyer dans une terne uniformité. *La nation est en effet, pour reprendre les termes du pape Jean-Paul II, la grande communauté des hommes qui sont unis par des liens divers, mais surtout, précisément, par la culture. La Nation existe "par" la culture et "pour" la culture, et elle est donc la grande éducatrice des hommes pour qu'ils puissent "être davantage" dans la communauté* (Discours à l'Unesco, 2 juin 1980, n. 14).

Dans cette perspective, la mise en évidence des racines chrétiennes de la France permettra à chacun des habitants de ce pays de mieux comprendre d'où il vient et où il va.

Par conséquent, dans le cadre institutionnel existant et dans le plus grand respect des lois en vigueur, il faudrait trouver une voie nouvelle pour interpréter et vivre au quotidien les valeurs fondamentales sur lesquelles s'est construite l'identité de la nation. Votre président en a évoqué la possibilité. Les présupposés sociopolitiques d'une antique méfiance, ou même d'hostilité, s'évanouissent peu à peu. L'Église ne revendique pas la place de l'État. Elle ne veut pas se substituer à lui. Elle est une société basée sur des convictions, qui se sait responsable du tout et ne peut se limiter à elle-même. Elle parle avec liberté, et dialogue avec autant de liberté dans le seul désir d'arriver à la construction de la liberté commune. Une saine collaboration entre la communauté politique et l'Église, réalisée dans la conscience et le respect de l'indépendance et l'autonomie de chacune dans son propre domaine, est un service rendu à l'homme, ordonné à son épanouissement personnel et social. De nombreux points, prémices d'autres qui s'y ajouteront selon les nécessités, ont déjà été examinés et résolus au sein de l'Instance de dialogue entre l'Église et l'État. En vertu de sa mission propre et au nom du Saint-Siège, le nonce apostolique y siège naturellement, lui qui est appelé à suivre activement la vie de l'Église et sa situation dans la société.

Apostasie : l'Europe se renie elle-même en niant les valeurs universelles

Rome, 26 mars 2007

Discours de Benoît XVI à l'occasion des cinquante ans des Traités de Rome au congrès de la Commission des Episcopats de la Communauté européenne (COMECE), Salle clémentine, 24 mars 2007.

Messieurs les cardinaux,
Vénérés frères dans l'épiscopat,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement heureux de vous recevoir en si grand nombre à cette audience, qui a lieu à la veille du cinquantième anniversaire de la signature des Traités de Rome, advenue le 25 mars 1957. Une étape importante se réalisait alors pour l'Europe, sortie exsangue du deuxième conflit mondial et désireuse d'édifier un avenir de paix et de plus grand bien-être économique et social, sans éliminer ni nier les diverses identités nationales. Je salue Mgr Adrianus Herman van Luyn, évêque de Rotterdam, Président de la Commission des épiscopats de la Communauté européenne, et je le remercie des paroles aimables qu'il m'a adressées. Je salue les autres prélats, les éminentes personnalités, ainsi que tous ceux qui prennent part au Congrès promu ces jours-ci par la COMECE pour réfléchir sur l'Europe.

Depuis le mois de mars d'il y a cinquante ans, ce continent a parcouru un long chemin, qui a conduit à la réconciliation des deux "poumons" - l'Occident et l'Orient - liés par une histoire commune, mais séparés de façon arbitraire par un rideau d'injustice. L'intégration économique a encouragé l'intégration politique et a favorisé la recherche, encore péniblement en cours, d'une structure institutionnelle adéquate pour une Union européenne qui compte désormais 27 pays et aspire à devenir un acteur international dans le monde.

Racines et vocation de l'Europe

Au cours des dernières années, l'on a ressenti toujours plus l'exigence d'établir un équilibre sain entre la dimension économique et la dimension sociale, à travers des politiques capables de produire des richesses et d'accroître la compétitivité, sans toutefois négliger les attentes légitimes des pauvres et des exclus. Sous l'aspect démographique, on doit malheureusement constater que l'Europe semble avoir emprunté une voie qui pourrait la conduire à disparaître de l'histoire. Outre le fait de menacer la croissance économique, cela peut également provoquer d'immenses difficultés à la cohésion sociale, et surtout, favoriser un individualisme dangereux, qui n'est pas attentif aux conséquences pour l'avenir. On pourrait presque penser que le continent européen perd effectivement confiance dans son avenir. En outre, en ce qui concerne, par exemple, le respect de l'environnement ou l'accès réglementé aux ressources et aux investissements en matière d'énergie, la solidarité a du mal à être promue, non seulement dans le domaine international, mais également dans celui

strictement national. Le processus d'unification européenne lui-même n'est pas partagé par tous, en raison de l'impression diffuse que divers "chapitres" du projet européen ont été "écrits" sans tenir assez compte des attentes des citoyens.

Tout cela fait apparaître clairement que l'on ne peut pas penser édifier une authentique "maison commune" européenne en négligeant l'identité propre des peuples de notre continent. Il s'agit en effet d'une identité historique, culturelle et morale, avant même d'être géographique, économique ou politique ; une identité constituée par un ensemble de valeurs universelles, que le christianisme a contribué à forger, acquérant ainsi un rôle non seulement historique, mais fondateur à l'égard de l'Europe. Ces valeurs, qui constituent l'âme du continent, doivent demeurer dans l'Europe du troisième millénaire comme un "ferment" de civilisation. Si elles devaient disparaître, comment le "vieux" continent pourrait-il continuer de jouer le rôle de "levain" pour le monde entier ?

Si, à l'occasion du 50 anniversaire des Traités de Rome, les gouvernements de l'Union désirent s'"approcher" de leurs citoyens, comment pourraient-ils exclure un élément essentiel de l'identité européenne tel que le christianisme, dans lequel une vaste majorité d'entre eux continue de s'identifier ?

Apostasie ? Le danger du pragmatisme

N'est-il pas surprenant que l'Europe d'aujourd'hui, tandis qu'elle vise à se présenter comme une communauté de valeurs, semble toujours plus souvent contester le fait qu'il existe des valeurs universelles et absolues ? Cette forme singulière d'"apostasie" d'elle-même, avant même que de Dieu, ne la pousse-t-elle pas à douter de sa propre identité ? De cette façon, on finit par répandre la conviction selon laquelle la "pondération des biens" est l'unique voie pour le discernement moral et que le bien commun est synonyme de compromis. En réalité, si le compromis peut constituer un équilibre légitime d'intérêts particuliers différents, il se transforme en mal commun chaque fois qu'il comporte des accords qui nuisent à la nature de l'homme.

Une communauté qui se construit sans respecter la dignité authentique de l'être humain, en oubliant que chaque personne est créée à l'image de Dieu, finit par n'accomplir le bien de personne. Voilà pourquoi il apparaît toujours plus indispensable que l'Europe se garde d'adopter un comportement pragmatique, aujourd'hui largement diffusé, qui justifie systématiquement le compromis sur les valeurs humaines essentielles, comme si celui-ci était l'inévitable acceptation d'un prétendu moindre mal. Ce pragmatisme, présenté comme équilibré et réaliste, au fond ne l'est pas, précisément parce qu'il nie la dimension de valeur et d'idéal qui est inhérente à la nature humaine.

De plus, lorsque s'ajoutent à ce pragmatisme des tendances et des courants laïcistes et relativistes, on finit par nier aux chrétiens le droit même d'intervenir en tant que tels dans le débat public ou, tout au moins, on dévalorise leur contribution en les accusant de vouloir sauvegarder des privilèges injustifiés. A l'époque historique actuelle, et face aux nombreux défis qui la caractérisent, l'Union européenne, pour être le garant valide de l'Etat de droit et le promoteur efficace de valeurs universelles, ne peut manquer de reconnaître avec clarté l'existence certaine d'une nature humaine stable et permanente, source de droits communs à toutes les personnes, y compris celles-là mêmes qui les nient. Dans ce contexte, il faut sauvegarder le droit à l'objection de conscience, chaque fois que les droits humains fondamentaux sont violés.

Appel aux chrétiens

Chers amis, je sais combien il est difficile pour les chrétiens de défendre inlassablement cette vérité de l'homme. Mais ne vous lassez pas et ne vous découragez pas ! Vous savez que vous avez le devoir de contribuer à édifier, avec l'aide de Dieu, une nouvelle Europe, réaliste mais non pas cynique, riche d'idéaux et libre de toute illusion ingénue, inspirée par la vérité éternelle et vivifiante de l'Evangile. Pour cela, soyez présents de façon active dans le débat public européen, conscients que celui-ci fait désormais partie intégrante du débat national, et unissez à cet engagement une action culturelle efficace. Ne vous pliez pas à la logique du pouvoir pour lui-même ! Que l'avertissement du Christ soit pour vous un encouragement et un

soutien constant : si le sel vient à s'affadir, il n'est plus bon à rien qu'à être jeté dehors et foulé aux pieds par les gens (cf. Mt 5, 13). Que le Seigneur rende fécond chacun de vos efforts et qu'il vous aide à reconnaître et à valoriser les éléments positifs présents dans la civilisation actuelle, en dénonçant toutefois avec courage tout ce qui est contraire à la dignité de l'homme.

Je suis certain que Dieu ne manquera pas de bénir l'effort généreux de tous ceux qui, dans un esprit de service, œuvrent pour construire une maison commune européenne où chaque contribution culturelle, sociale et politique vise au bien commun. A vous, qui participez déjà de diverses façons à cette importante entreprise commune, j'exprime mon soutien et j'adresse mon plus vif encouragement. Et surtout, je vous assure de mon souvenir dans la prière et, tandis que j'invoque la protection maternelle de Marie, Mère du Verbe incarné, je vous donne de tout cœur, ainsi qu'à vos familles et communautés, une bénédiction affectueuse.

Benedictus pp XVI